



HAL
open science

L'Occident et l'Europe, entre valeurs et géopolitique

Christian Lequesne

► **To cite this version:**

Christian Lequesne. L'Occident et l'Europe, entre valeurs et géopolitique. Comprendre son temps, 2024, 1, pp.16-22. hal-04596393

HAL Id: hal-04596393

<https://sciencespo.hal.science/hal-04596393v1>

Submitted on 31 May 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



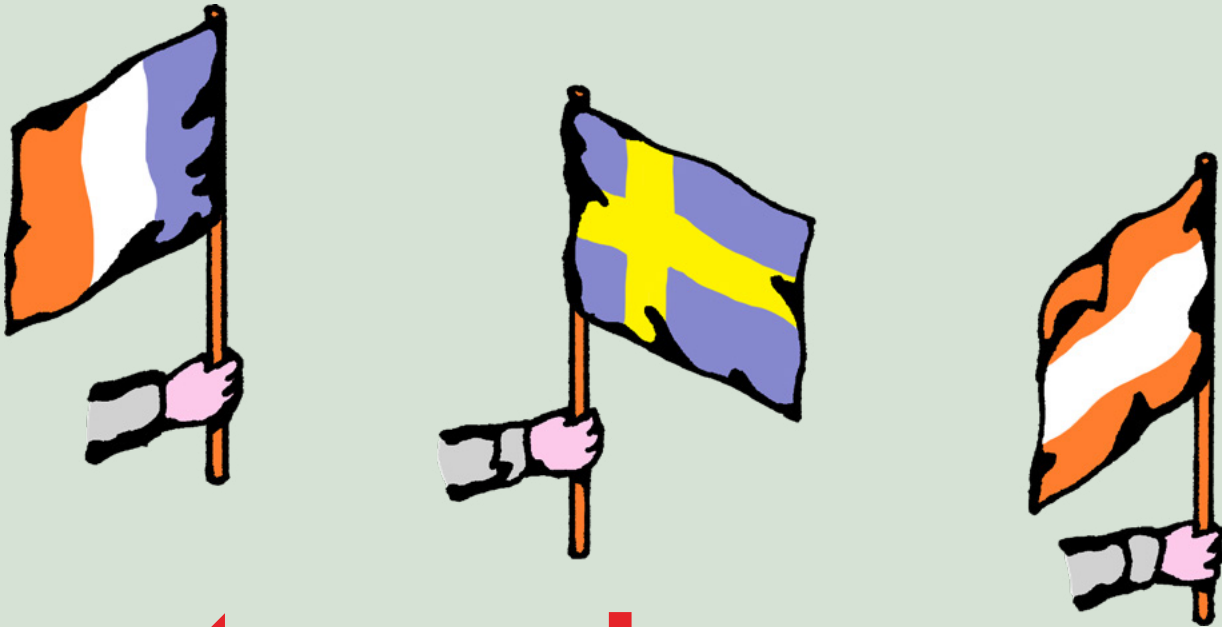
Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License



L'Occident et l'Europe,



Christian Lequesne, professeur de science politique, a dirigé le Centre de recherches internationales (CERI). Il a aussi dirigé le Centre français de recherche en sciences sociales (CEFRES) à Prague et enseigné en tant que SciencesPo-LSE Alliance Professor à la London School of Economics. Il publie régulièrement sur la politique de l'Union européenne et les pratiques de la diplomatie. Son dernier livre, *Le Diplomate et l'Expat*, est paru en mars 2024 (CNRS Éditions).



entre valeurs et géopolitique

Par Christian Lequesne

La guerre en Ukraine a remis en scène la notion d'Occident, moins sur le plan géopolitique qu'au sens des valeurs démocratiques qu'elle incarne et auxquelles adhèrent une vaste majorité d'Ukrainiens. Paradoxalement, ce retour de l'Occident s'opère alors que son modèle, qui se veut universel, est remis en cause dans de nombreuses régions. Cette réalité oblige l'Union européenne à repenser sa relation au monde. Moins dépendante des États-Unis, plutôt complémentaire, elle doit permettre aux pays du Sud « global » d'obtenir une plus grande place dans le système international. Elle doit aussi se mettre à l'écoute des aspirations de leurs populations, notamment de leurs jeunessees.



La petite ville de Săpânta, au nord-est de la Roumanie, dispose d'un lieu insolite prisé des touristes : son « cimetière joyeux ». Chaque tombe est ornée d'une croix en bois retraçant, à l'aide d'une gravure et d'un poème, la vie des disparus. En août 2023 deux drapeaux y flottent : celui de la Roumanie et celui de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN). La municipalité de Săpânta n'a pas planté ce deuxième fanion par hasard. Sa présence rappelle, à dix kilomètres à peine de l'Ukraine, que la Roumanie appartient à l'Alliance atlantique, et donc à l'Occident. Au-delà des monts des Maramures qui marquent la frontière roumano-ukrainienne commence, à l'inverse, ce que l'écrivain tchèque naturalisé français Milan Kundera avait appelé, au temps de la guerre froide, « l'Occident kidnappé ».

Un Occident qui s'assume

Les Français n'ont jamais été très à l'aise avec la notion d'Occident, contrairement aux Américains et aux Britanniques qui n'hésitent pas à revendiquer l'appartenance à un ensemble socialement construit, appelé *The West*, et à une majorité d'Allemands qui, pendant quarante ans, ont vécu dans une Allemagne de l'Ouest se différenciant de l'autre Allemagne, communiste et située à l'est. Pour beaucoup de Français, le concept géopolitique d'Occident paraît suspect pour

au moins trois raisons : il exprime une forme de soumission de l'Europe aux États-Unis, il incarne une entreprise paternaliste de diffusion de valeurs vers le Sud et il a été abusivement instrumentalisé par l'extrême droite à une certaine époque. Or, l'Occident dont nous parlons ici n'a strictement rien à voir avec une quelconque supériorité d'un continent. Sa définition est centre-européenne, au sens où il sert à qualifier, comme le faisait Kundera, les valeurs d'appartenance à la démocratie libérale revendiquées par les Ukrainiens, par opposition à un contre-modèle autoritaire offert par une Russie impériale.

Si la guerre en Ukraine a remis en scène la notion d'Occident, c'est d'abord en raison des aspirations du peuple ukrainien, puis de l'alliance entre les États-Unis et l'Europe en matière d'aide militaire et économique apportée à Kiev. Sans Washington, aujourd'hui dirigé par un président, Joe Biden, conciliant avec l'Europe, l'Ukraine n'aurait pas pu résister comme elle le fait aux desseins annexionnistes de Vladimir Poutine. Ce qui ne veut pas dire que l'Europe n'a pas pris sa part de soutien à l'Ukraine. L'utilisation de la Facilité européenne de paix¹ pour livrer des armes, l'engagement des États membres pour financer des avions et des chars ainsi que l'accueil des

¹ Facilité est le terme technique pour désigner les programmes de financement de l'UE.



réfugiés ont été remarquables. Il n'empêche que l'Europe seule ne serait pas parvenue à faire de l'Ukraine un pays aussi combattant. Au-delà de l'efficacité de l'OTAN, le retour du Danemark dans la politique de sécurité et de défense commune de l'Union européenne (UE) et, surtout, l'engagement matériel de ses États membres ont été des déclencheurs pour reconsidérer leurs propres capacités diplomatiques et militaires. Derrière cette prise de conscience, il y a bien entendu la préservation d'un modèle politique normatif qui est celui de la démocratie. Un système imparfait, qui a ses divergences et ses leaders illibéraux (comme Donald Trump et Viktor Orbán), mais qui n'empoisonne pas ses opposants ni n'organise des accidents d'avion pour s'en débarrasser.

Un Occident contesté

Paradoxalement, ce retour concret de l'Occident sur fond de guerre en Ukraine s'opère

à un moment où ses valeurs sont remises en cause partout dans le monde, que ce soit en Chine, en Inde ou, bien entendu, en Afrique. Vladimir Poutine l'a parfaitement compris et sait instrumentaliser la méfiance des pays du Sud envers un Occident composé d'ex-puissances coloniales.

Les manifestations des jeunes Nigériens ou Burkinabés contre la France, sur fond de drapeau de la Fédération de Russie, expriment d'abord ce que l'historien et politiste camerounais Achille Mbembé appelle un néosouverainisme, dénonçant la présence, en particulier militaire, de l'ancienne puissance coloniale. La jeunesse africaine n'est pas la seule à rejeter la présence historique de l'Occident. Il n'a par ailleurs échappé à personne que la Chine, l'Inde ou encore le Brésil n'ont pas pris fait et cause pour la politique occidentale de sanctions contre la Russie ou pour la victoire de Kiev sur Moscou. Le sommet du G20 de New Delhi, en septembre 2023,

En mai 2022, des partisans du président de la transition de la République du Mali, Assimi Goïta, défilent par centaines dans les rues de Bamako pour soutenir la junte au pouvoir et la coopération avec la Russie.



En janvier 2014, lors de la révolution de Maidan en Ukraine, des membres de l'opposition s'affrontent avec les forces spéciales anti-émeutes du gouvernement de Viktor Ianoukovytch dans les rues de Kiev.

est venu le rappeler en refusant d'accréditer, dans sa déclaration finale, le souhait d'une défaite de la Russie. Cet Occident auquel aspirent tant les Ukrainiens et auquel tiennent tant les Baltes et les Moldaves se révèle donc fragile quand on quitte les frontières mouvementées de l'Europe centrale pour regarder le monde dans sa globalité.

Une nécessaire relecture de l'Europe dans le monde

Ces réalités ont quatre conséquences pour la position diplomatique globale de l'UE et sa place dans le monde. Premièrement, l'Union continue à considérer la relation transatlantique fondamentale pour la sécurité du monde

tout en s'obligeant à réfléchir constamment à sa marge de manœuvre par rapport aux États-Unis. Il ne fait pas de doute que l'Europe partage avec la puissance nord-américaine des valeurs de démocratie et de liberté. Elle partage, par la même occasion, le risque de voir ces valeurs remises en cause par le populisme illibéral. Toutefois, elle n'abandonne pas l'idée de construire sa propre capacité de diplomatie et de sécurité. Elle s'y penche d'autant plus qu'une immense incertitude plane sur qui gouvernera à Washington demain. Joe Biden est actuellement un « bon » président pour l'Europe. Le retour de Donald Trump ou l'arrivée au pouvoir d'un leader extrémiste de la même nature changeraient la donne du tout au tout.

Deuxièmement, l'Europe veille à ne pas se laisser embarquer dans une politique à l'égard de la Chine qui serait simplement le suivisme de la politique américaine. La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, l'a bien exprimé dans son discours sur l'état de l'Union européenne du 12 septembre 2023 (« Réduction des risques à l'égard de Pékin, mais pas de découplage ! »). Il faut cependant noter que les États européens ne sont pas tous sur la même ligne : ceux qui insistent beaucoup sur la relation transatlantique pour assurer leur sécurité face à la Russie (Pologne, pays baltes) sont aussi tentés par la ligne dure actuelle des États-Unis à l'égard de la Chine.

Troisièmement, l'Europe sait qu'il lui faut regarder davantage les pays du Sud, qui estiment à juste titre ne pas avoir la place qu'ils méritent dans le système international. Elle cherche ainsi à entretenir de bonnes relations avec des puissances comme le Brésil et l'Inde. Au Brésil, le président Lula a certainement plus de sympathie pour les valeurs de l'Occident que pour celles de Poutine. Il refuse cependant d'exprimer tout alignement, voulant inscrire un nouveau non-alignement dans l'ordre international et se tenant prêt à orchestrer une éventuelle médiation de paix. L'Inde de Narendra Modi ne souhaite pas non plus que les États-Unis et l'Europe soient trop faibles, car elle cherche à éviter un face-à-face avec la Chine. L'UE n'a donc aucun intérêt à s'éloigner du Brésil et de l'Inde, sans ignorer toutefois l'intolérance du suprématisme hindou porté par Modi.

Quatrièmement, l'Europe comprend de mieux en mieux l'importance d'un partenariat stratégique avec une Afrique qui fait partie de son voisinage. À nouveau, Ursula von der Leyen en a souligné l'importance dans son discours sur l'état de l'Union européenne. Mais comment faire en sorte que l'annonce prenne un tour concret pour les diplomates des États européens ? La première mesure consiste à ne plus voir l'Afrique comme un simple glacis sécuritaire. Une limite majeure de la politique étrangère de la France des vingt dernières années fut de considérer l'Afrique essentiellement comme un continent où envoyer des troupes pour garantir la sécurité de l'Europe, notamment

L'Europe n'abandonne pas l'idée de construire sa propre capacité de diplomatie et de sécurité. Elle s'y penche d'autant plus qu'une immense incertitude plane sur qui gouvernera à Washington demain. Le retour de Donald Trump changerait la donne du tout au tout.

contre la menace terroriste. Aucun esprit raisonnable ne peut nier l'existence d'une menace djihadiste au Sahel. Mais la seule rationalité sécuritaire est insuffisante. Il faut offrir des perspectives aux sociétés africaines et notamment à leurs jeunes. Les politiques sécuritaires en matière migratoire, alors même que l'Europe a un besoin crucial de main-d'œuvre, créent des ressentiments considérables parmi la jeunesse qui manifeste dans les rues de Bamako ou de Niamey. Par ailleurs, le soutien à des présidents autoritaires organisant des pseudo-élections, au motif qu'ils sont loyaux avec l'Europe, se révèle une grave erreur stratégique, l'un de ses résultats étant que, dans plusieurs pays, les jeunes Africains ne croient plus à l'essence même de la démocratie que sont les élections et sont prêts à accorder leur confiance à des militaires putschistes.

En matière de valeurs, l'Occident n'est pas une fiction. En tout cas, elle ne l'est pas pour



Ceux qui soutiennent que Vladimir Poutine agit ainsi en Ukraine parce qu'il a été humilié par l'Occident mettent à profit des raccourcis de l'histoire.

un Ukrainien. Ce construit social normatif continue d'incarner la démocratie libérale dans les relations internationales.

Composante essentielle de l'Occident, l'Europe en défend les valeurs avec les États-Unis, principal motif de sa volonté de voir la Russie vaincue dans sa conquête de l'Ukraine. Ceux qui soutiennent que Vladimir Poutine agit ainsi en Ukraine parce qu'il aurait été humilié par l'Occident mettent à profit des raccourcis de l'histoire. Poutine n'a jamais eu besoin de se sentir humilié pour être convaincu que les Ukrainiens ne pouvaient pas prétendre à leur propre souveraineté.

Pour une voie européenne

Ainsi, l'Europe doit penser à sa propre diplomatie en la considérant comme complémentaire, et non simplement dépendante, des États-Unis. Elle doit le faire dans un monde où la remise en cause de la puissance historique de l'Occident est une réalité. Elle doit dès lors écouter particulièrement la Chine et les puissances du Sud, sans renoncer à défendre la démocratie et les libertés, qui forment son essence.

Inauguré en septembre 2021 par Vladimir Poutine, ce gigantesque groupe sculpté, installé au bord du lac Peipous, frontière naturelle avec l'Estonie, représente Alexandre Nevski et ses hommes repoussant les chevaliers teutoniques lors de la légendaire Bataille sur la glace de 1242.

■ RÉFÉRENCES

→ Chopin T., Lequesne C., « L'Union européenne dans un continent en guerre », *Politique étrangère*, 3, 2022, p. 75-87.

→ Kundera M., *L'Occident kidnappé ou la tragédie de l'Europe centrale*, Paris, Gallimard, 2021.

→ Lehti M., Browning C., *The Struggle for the West. A Divided and Contested Legacy*, Abingdon, Taylor & Francis, 2010.

→ Onana Mfegbe A.-H., « The Nonaligned World », *Foreign Affairs*, 102, mai-juin, 2023.

→ Wang E., *EU's Paradigm Shift toward the Rise of China*, IRSEM Research Paper, avril 2022.